



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Niveau de classification/protection				
MD	MA	MS	SF	NP
				x

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

OBJET DE L'ACCORD CADRE

BASE DE DEFENSE DE TOULON

**ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE
BUTTES DE TIR**

Référence de l'accord-cadre

<i>année</i>	<i>établissement émetteur</i>	<i>numéro</i>
2024	- ESID - TLN -	0174

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

SOMMAIRE

1	Dispositions générales.....	4
1.1	Objet et localisation des travaux	4
1.2	Forme de l'accord-cadre	4
1.3	Intervenants à l'opération	4
1.4	Durée de l'accord-cadre	5
1.5	Formes et notifications des bons de commande.....	5
1.6	Pièces contractuelles	7
1.7	Pièces délivrées à l'entrepreneur.....	7
1.8	Allotissement.....	8
1.9	Tranches optionnelles.....	8
1.10	Confidentialité, mesures de sécurité.....	8
1.11	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	9
1.12	Modalités de communication.....	10
1.13	Résiliation de l'accord-cadre	10
1.14	Clauses sociales et environnementales	11
1.15	Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »	12
2	Prix et règlement des comptes.....	13
2.1	Répartition des paiements	13
2.2	Avance	13
2.3	Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages.....	14
2.4	Variation des prix.....	16
2.5	Paieement et règlement des comptes.....	17
2.6	Modifications de l'accord-cadre en cours exécution	19
2.7	Retenue de garantie	19
2.8	Contrôle des coûts de revient.....	20
3	Délais.....	20
3.1	Durée de l'accord-cadre	20
3.2	Délais d'exécution des bons de commande.....	20
3.3	Prolongation des délais d'exécution	20
3.4	Délai de remise des documents fournis après exécution	21
4	Réalisation des ouvrages	21
4.1	Préparation, exécution et coordination des travaux.....	21
5	Réception et garanties.....	28
5.1	Réception.....	28
5.2	Garanties	29
6	Différends et litiges.....	29
6.1	Différends	29
6.2	Droit applicable	30
6.3	Mission ministérielle PME/PMI.....	30
6.4	Médiateur des entreprises.....	30
7	Pénalités et retenues	30

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

7.1	Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux	30
7.2	Retard pour la remise d'un projet de commande (devis) ou d'un livrable	30
7.3	Autres pénalités et retenues	30
7.4	Cumul et plafonnement	31
8	Assurances	32
8.1	Responsabilité	32
8.2	Dispositions communes.....	32
8.3	Assurance de responsabilité civile de droit commun.....	32
9	Demarche de certification « relations fournisseurs responsables(RFR) et de labellisation « relation fournisseurs et achats responsables (RFAR) »	32
10	Delivrance de certificat de bonne execution.....	32
11	CLAUDE DE REEXAMEN.....	33
11.1	Substitution d'un nouveau titulaire visé par une procédure collective	33
11.2	Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout autre évènement.....	33
11.3	Modification des clauses de variation des prix en cas de suppression ou de modification d'index	33
11.4	En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir	34
11.5	Ajout ou suppression de sites rentrant dans le périmètre de l'accord-cadre.	34
12	Dérogations au CCAG Travaux.....	34
13	ANNEXES.....	35
	ANNEXE N° 1	36
	Guide de démarrage SUBCLIC	36
	ANNEXE N°2	37
	Planning prévisionnel des purges	37

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet et localisation des travaux

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations relatives aux divers travaux d'entretien des stands et purges des buttes de tir de la base de défense de Toulon, de compétence du SID Méditerranée et de ses 4 USID (Unité de Soutien de l'infrastructure) : USID Hyères, USID Base Navale, USID Toulon et USID Saint-Mandrier.

La zone géographique concerne tous les sites de la Base de Défense de Toulon.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes. Ces travaux seront définis dans chaque bon de commande émis et notifié durant la durée de validité de l'accord-cadre.

1.2 Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire, passé selon la procédure adaptée ouverte, en application des articles L. 2320-1, L. 2323-1 et R2323-1 à R.2323-3 du code de la commande publique.

Il s'exécute par bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2362-1 à R.2362-6 et R.2362-8 du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est conclu sans montant minimum pour la durée maximale de sept (7) ans, et avec un montant maximum de 3 000 000 euros HT pour la durée maximale de sept (7) ans.

Clause d'exclusivité :

A compter de la date de démarrage des prestations, l'exclusivité est garantie au titulaire pour l'ensemble des prestations.

Il est à noter que les compléments de granulats seront commandés au titre de l'accord cadre national n°2024AM001953 et dont le titulaire est CK Technology. Cet accord-cadre sera renouvelé durant la durée de validité du présent accord-cadre. Les éventuelles modifications seront notifiées au titulaire par ordre de service.

1.3 Intervenants à l'opération

1.3.1 Représentation du pouvoir Adjudicateur

Le directeur du service d'infrastructure de la défense Méditerranée (SID MED) désignera, dès la notification de l'accord-cadre, les personnes physiques habilitées à représenter le pouvoir adjudicateur et les délégations de signature qui leur sont accordées.

Dans le présent CCAP, le terme de « pouvoir adjudicateur » recouvre tout représentant habilité dans les conditions supra et également peut être désigné indistinctement sous le nom de « acheteur »

Il est précisé que le titulaire de l'accord-cadre ne doit en aucun cas recevoir de directives de la part d'une personne non habilitée par le pouvoir adjudicateur.

Le Gestionnaire de l'Accord-Cadre (GAC) est le chef de l'entité gestionnaire administratif et technique de l'accord-cadre, en l'occurrence le chef de la division Gestion et Maintenance du Patrimoine (GMP). Il est assisté par un personnel désigné au sein de son entité pour assumer les tâches lui incombant pendant la période de démarrage.

1.3.2 Maitrise d'œuvre

La maitrise d'œuvre est assurée par l'Etat – SID Méditerranée

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

1.3.3 Titulaire

Le titulaire du présent accord-cadre est désigné indistinctement sous le nom de « prestataire » ou de « titulaire » ou « opérateur économique ».

1.3.4 Chefs des organismes utilisateurs

Les chefs des organismes utilisateurs sont les représentants de la direction ou des services concernés, désigné sous le nom d'occupants, au profit desquelles les prestations seront réalisées.

Ils sont désignés lors de la période de démarrage.

Il est précisé que le titulaire de l'accord-cadre ne doit en aucun cas recevoir de directives de la part d'une personne non habilitée par la maîtrise d'ouvrage. Les utilisateurs ne sont pas des personnels habilités.

1.3.5 Prévention

De manière générale, pour l'exécution des prestations, les chefs de l'organisme des services utilisateurs assurent la coordination générale des mesures de prévention. Il y aura autant de visite préalable que de bons de commande.

Certaines prestations peuvent faire l'objet de plans de prévention particuliers avec les chargés de prévention de chaque services utilisateurs ou avec un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les chargés de prévention peuvent intervenir sur les chantiers dans les conditions définies à l'article 4.1.4.3.

1.3.6 Autres intervenants

Services instructeurs ou de suivi réglementaire lié au code du Travail :

- CGA (Contrôle Général des Armées) ;
- Service d'Inspection du Travail des Armées (ITA).

1.4 Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification. L'accord-cadre est reconductible six fois (6) fois dans les conditions précisées à l'article 3.1 de l'acte d'engagement.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le prestataire ne pourra élever aucune réclamation et ne pourra prétendre à aucune indemnité pour le préjudice éventuellement subi.

1.5 Formes et notifications des bons de commande

Le présent accord-cadre fixe les dispositions contractuelles relatives à l'émission et à l'exécution des bons de commandes.

1.5.1 Modalités de définition des besoins à satisfaire

Les travaux à effectuer font l'objet d'une demande de projet de commande (devis), écrite du pouvoir adjudicateur, spécifiant la nature et l'étendue des travaux à réaliser.

Eventuellement seront précisés :

- la date limite d'achèvement ou le délai d'exécution impératif,
- le délai de production par le titulaire du projet de commande,
- les prestations ou parties de prestations susceptibles de donner lieu à garanties particulières et l'étendue de celles-ci ;
- les dispositions relatives à la visite préalable de prévention d'hygiène et de sécurité.

1.5.2 Forme et teneur des projets de commande (devis)

Le titulaire fournit un projet de commande dans un délai maximal de quinze (15) jours ou dans un délai précisé par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas d'urgence ce délai pourra être réduit à sept (7) jours.

Le projet de commande comprend :

- Références et la date du projet de commande ;

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Références de la demande de projet de commande ;
- Une fiche descriptive des travaux, accompagnée de tous les documents et plans nécessaires.
- Le montant en € H.T. en prix de base des travaux établi à partir des prix du BPU, le montant de la TVA et le montant TVA comprise ;
- Le rabais figurant à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, éventuellement applicable ;
- Le délai d'exécution sur lequel le titulaire s'engage, les dates extrêmes possibles pour le début des travaux ;
- Les informations sur les éventuelles demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement ;

Il est précisé que si les prix de l'accord-cadre ne permettent pas le règlement de la totalité de la commande, le titulaire est tenu de proposer des prix nouveaux dans les conditions définies à l'article 2.6.1 du présent CCAP.

Le défaut de réponse de l'entrepreneur à la demande du représentant du maître d'œuvre dans le délai imparti entraînera une pénalité qui sera appliquée conformément à l'article 7.2 du présent CCAP.

1.5.3 Forme et teneur des bons de commande

Le pouvoir adjudicateur établira un bon de commande à partir du projet de commande remis par le titulaire de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le projet de commande : rectification des quantités appliquées aux prix unitaires après vérification des métrés par le représentant du maître d'œuvre (cf. article 2.3.3), des délais, ...

Chaque commande au titre de l'accord-cadre fera l'objet de bons de commande dématérialisé notifié via Chorus formulaire, à l'adresse électronique fonctionnelle indiquée à l'article 1er de l'acte d'engagement.

Le titulaire accuse réception datée de ce bon de commande dématérialisé par courriel, aux adresses qui lui seront communiquées lors de la notification du bon de commande.

Chaque bon de commande précisera :

- Les référence de l'accord-cadre (numéro, date de notification, nom du titulaire et son objet) ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- La référence du projet de commande ;
- Le numéro d'engagement juridique et du service exécutant ;
- L'identité du maître d'œuvre ou de son représentant ;
- L'objet et la description des travaux à réaliser et le lieu d'exécution ;
- Le montant du bon de commande en € hors taxe et T.T.C. en prix de base révisé, (calculé sur la base des prix du BPU ou du projet de commande, accepté ou rectifié) ;
- les modalités de réception des travaux par référence à l'article 5.1 du présent CCAP ;
- la date de l'inspection préalable éventuelle et l'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné au 4.1.4.3 infra ;
- la date de début et le délai d'exécution des travaux, la durée de la période de préparation éventuelle,
- la valeur du coefficient de révision des prix déterminée selon les dispositions de l'article 2.4 du présent C.C.A.P. ;
- les coordonnées de l'interlocuteur trackdéchets ;

En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

1.5.4 Réserves de la part du titulaire

Si le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit les signaler par écrit au pouvoir adjudicateur dans les QUINZE (15) jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Dans l'hypothèse où le bien-fondé des réserves est reconnu par le pouvoir adjudicateur, une nouvelle commande se substituant à la précédente est notifiée au titulaire. Dans le cas contraire, le titulaire est tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions de l'article 55 du CCAG/TVX.

1.5.5 Annulation de commandes

Le pouvoir adjudicateur peut décider, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations commandées.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne l'annulation du bon de commande concerné.

Les prestations déjà exécutées sont facturées et payées dans les conditions du présent accord-cadre.

En cas d'annulation d'une commande avant la date exécutoire, l'administration n'est redevable que des frais irrécupérables engagés par le titulaire de l'accord-cadre (sur justificatifs).

1.6 Pièces contractuelles

Par dérogation au 4.1 du CCAG Travaux, les pièces qui constituent le présent accord-cadre sont indiquées ci-après par **ordre de priorité décroissant**. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

1. Pièces particulières :

1. L'**acte d'engagement** (AE) et ses annexes.
2. Le présent **cahier des clauses administratives particulières** (CCAP) et ses annexes.
3. Le **cahier des clauses techniques particulières** (CCTP) et ses annexes.
4. Le **Bordereau de Prix Unitaires** (B.P.U.)

2. Pièces générales :

1. Le **cahier des clauses administratives générales applicable aux accords-cadres publics de travaux** (CCAG Travaux) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux.
2. Les fascicules du **cahier des clauses techniques générales** relatif aux travaux de génie civil applicables aux accords-cadres de travaux.
3. Les **documents techniques unifiés (DTU)** en vigueur.

1.7 Pièces délivrées à l'entrepreneur

Les pièces suivantes sont délivrées sans frais:

- à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, les pièces particulières constituant l'accord-cadre et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion,
- sur leur demande, à l'entrepreneur titulaire ou mandataire, aux éventuels cotraitants et sous-traitants payés directement, les pièces nécessaires pour le nantissement ou la cession de leurs créances.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

1.8 Allotissement

Sans objet.

1.9 Tranches optionnelles

L'accord-cadre n'est pas décomposé en tranches optionnelles.

1.10 Confidentialité, mesures de sécurité

1.10.1 **Protection du secret de la défense**

L'autorisation accordée aux travailleurs étrangers d'accéder au site sera obligatoirement soumise à son accompagnement par un personnel de nationalité française appartenant à l'entreprise titulaire de l'accord-cadre. Ce personnel devra impérativement avoir préalablement fait l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire), prévue dans l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexé à l'arrêté du 9 août 2021, à l'issue de laquelle le service enquêteur compétent aura émis. Si le résultat de l'enquête est autre que sans objection (AQSO) l'avis des officiers de sécurité des sites concernés sera requis et la décision prononcée par ces derniers (accord ou refus d'accès) ne pourra être remise en cause.

La demande de délégation d'accompagnement ne pourra être initiée qu'une fois l'enquête administrative terminée et un contrôle primaire identifié comme valide (après retours des officiers de sécurité des sites si le résultat de l'enquête est AQSO). Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en cas de contrôle primaire non valide ou un délai de procuration de la délégation de conduite incompatible avec son planning prévisionnel.

Les travaux faisant l'objet du présent accord-cadre intéressent la défense ; le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5 du CCAG Travaux.

1.10.2 **Niveau de protection du secret**

Le présent accord-cadre est un marché dit non-protégé.

1.10.3 **Accès à l'enceinte militaire**

A/ Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant au chantier (titulaires, sous-traitants, cotraitants) sera établie et fournie par le titulaire dès la notification de l'accord-cadre. Cette liste doit être complétée par une photocopie lisible recto verso pour chaque personnel de la carte d'identité ou celle de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ces derniers, comme l'autorise l'article R 620-3 du code du travail, introduit par le décret n°86524 du 13 mars 1986, le pouvoir adjudicateur exigera à l'appui de sa liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du chantier.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre. Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

B/ Contrôle d'accès

Les personnels des entreprises devant se rendre sur le site militaire où se déroulera l'accord-cadre devront avoir satisfait aux formalités d'accès dudit site et être munis d'une carte d'identité ou du titre de travail pour les étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les titres d'accès (badges) qui auront été délivrés seront à restituer à l'issue.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

La décision d'octroi d'un titre d'accès **relève de l'autorité militaire responsable du site**, sur la base d'une enquête administrative fondée sur l'arrêté du 09/08/2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 relative à la protection du secret de la défense nationale et l'arrêté du 15/03/ 2021 portant approbation de l'instruction ministérielle n° 900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreintes et sensibles.

L'enquête administrative (contrôle primaire) à laquelle doit être soumise **toute personne (titulaire, sous-traitants, cotraitants) appelée à pénétrer dans l'enceinte militaire** à l'intérieur de laquelle seront exécutés les travaux nécessite le dépôt de fiches de renseignements **avant toute demande d'accès. Le modèle de contrôle primaire, ainsi que ses consignes de remplissage seront fournis par le gestionnaire de l'accord-cadre.**

Le formulaire de contrôle primaire doit être renseigné **dès la notification de l'accord-cadre**, et adressé avec l'ensemble des pièces requises au bureau sécurité :

e-mail : esid-toulon.resp-bur-secu.fct@intra.def.gouv.fr

Les formalités de demandes d'accès, ainsi que celles relatives à l'accompagnement des travailleurs étrangers décrites à l'article 1.10.1 du présent document, à récupérer auprès du gestionnaire de l'accord-cadre devront ensuite être initiées par le titulaire et ses sous-traitants déclarés, elles sont à adresser au bureau des accès :

e-mail : esid-toulon-ssd-acc.secretaire.fct@intra.def.gouv.fr

Le délai de traitement des accès peut varier en fonctions des délais de traitement du service enquêteur désigné. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation quant à un éventuel retard de délivrance des autorisations d'accès qui peuvent varier en fonctions des délais de traitement du service en enquêteur désigné dans l'arrêté du 09/08/2021 et l'arrêté du 15/03/2021 précédemment cités. Il est précisé que les conditions d'accès des étrangers et le délai de délivrance des autorisations sont aléatoires non seulement du fait des éléments précédemment cités mais également de par le contexte géopolitique international.

Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en invoquant un refus d'accès ou un délai incompatible avec son planning prévisionnel.

1.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

En plus de ce qui est prévu à l'article 6 du CCAG Travaux, le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions qui figurent dans les documents suivants et s'engage, pour ce qui le concerne, à s'y conformer. Ces instructions sont consultables sur <http://circulaires.legifrance.gouv.fr>.

- Circulaire n° 2221/DEF/CGA/IS/PT/ITA du 17/07/2015 relative aux conditions du contrôle par l'inspection du travail dans les armées de l'application du code du travail au personnel des entreprises et établissements publics travaillant dans les établissements du ministère des armées.
- Arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

En application de ces textes, il découle notamment les obligations suivantes :

- Le titulaire s'engage à faire effectuer les travaux par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprises sous-traitante.
- En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit faire parvenir immédiatement :

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- au chef de l'organisme utilisateur, pour les travaux effectués sous plan de prévention,
- au coordonnateur SPS,
- au maître de l'ouvrage,

une copie de la déclaration adressée à ces instances et, dès qu'elle est connue, la durée totale de l'arrêt de travail éventuel.

- Par ailleurs, le titulaire informe également :
 - au chef de l'organisme utilisateur,
 - le coordonnateur SPS,
 - le maître de l'ouvrage,
 - et, sur sa demande, l'inspection du travail compétente,
 du nombre d'heures d'arrêt de travail pour ses salariés et sous-traitants, le nombre d'accidents du travail et le nombre de jours perdus.
- Enfin, le titulaire s'oblige à remettre au maître de l'ouvrage une copie de la déclaration des procédés de travail susceptibles de provoquer des maladies professionnelles.

1.12 Modalités de communication

1.12.1 Forme de communication

Les communications d'informations entre le titulaire, d'une part, le maître d'œuvre, le pouvoir adjudicateur ou le maître d'ouvrage d'autre part, sont faites dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 3.1 du CCAG Travaux.

Lorsque leur contenu le permet, les ordres de service peuvent être transmis par courriel au titulaire. La personne physique, représentant le titulaire et désignée conformément aux dispositions de l'article 3.4.1 du CCAG Travaux, s'engage à consulter quotidiennement la messagerie désignée à l'acte d'engagement, à laquelle sont transmis les courriels.

Pour application de l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, le titulaire accuse réception datée de ces ordres de service par retour de leur page de garde par courriel. Pour application de l'article 3.8.2 du CCAG Travaux, le fait qui sert de point de départ au délai de 15 jours correspond à l'envoi du courriel au titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre est seul responsable de l'usage et du bon fonctionnement de ses systèmes de communication. L'éventuelle défaillance des systèmes de communication du titulaire est donc inopposable au pouvoir adjudicateur.

1.12.2 Ordres de service

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le représentant du maître d'œuvre qui les adresse au titulaire dans les conditions précisées à l'article 3.8 du CCAG Travaux.

1.13 Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles L. 2395-1 à 2395-2 du code de la commande publique s'appliquent.

Les cas de résiliation sont également décrits aux articles 19 et 50 du CCAG Travaux.

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations, présentée à l'article 1.15 du présent document, mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies à l'étranger, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation un certificat A1/E101 en application du règlement CEE n°574/72 du 21 mars 1972 fixant les modalités d'application du règlement n° 1408/71.

En cas de non-remise de ces documents, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai qui ne peut être inférieur à 15 jours.

Le titulaire doit s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L. 8222-3 à L. 8222-5 du code du travail.

En cas de signalement par écrit de l'inspection du travail relatif au non-paiement total ou partiel du salaire minimum légal dû à un salarié détaché au sens de l'article L1261-3 du code du travail intervenant pour le compte du titulaire de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. Cette mise en demeure est notifiée par écrit et est assortie d'un délai de 7 jours laissé au titulaire pour se conformer à ses obligations.

1.14 Clauses sociales et environnementales

1.14.1 Insertion par l'activité économique

L'exécution de l'accord-cadre ne prévoit pas d'insertion par l'activité économique.

1.14.2 Protection de l'environnement

Conformément à l'article 7 du CCAG travaux, le titulaire veille à ce que les travaux respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement.

Le titulaire apportera une attention particulière à la gestion des déchets.

1.14.2.1 - Utilisation de bois certifié

Le titulaire garantit que le bois qu'il utilise dans le cadre du présent accord-cadre est issu d'exploitations forestières engagées dans un processus de gestion durable selon tout ou partie des exigences suivantes. Ces exigences ne concernent que la dimension environnementale de la gestion durable des forêts qui garantit :

- La diversité biologique des forêts,
- Leur capacité de régénération,
- Leur vitalité,
- Leur capacité à satisfaire actuellement, et pour l'avenir, la fonction écologique pertinente au niveau local, national et international, sans causer de préjudices à d'autres écosystèmes.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Le titulaire s'engage, à **chaque livraison** de bois sur le chantier ou de produits contenant du bois tels que définis au CCTP, à apporter la preuve dans un délai de **15 jours** que les produits utilisés répondent aux spécifications de gestion durable des forêts fixées ci-dessus. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

Ces justificatifs peuvent prendre l'une et/ou l'autre des formes suivantes :

- Une attestation émise par le producteur sous contrôle d'un organisme tiers indépendant garantissant la gestion juridiquement régulière de l'exploitation du bois ou, le cas échéant, une licence délivrée par le pays d'origine attestant cette régularité. Cette licence doit faire l'objet d'un contrôle effectué selon les modalités prévues dans la cadre d'accords internationaux ;
- Un certificat attestant que le bois utilisé dispose d'une marque nationale ou internationale garantissant une gestion durable des forêts dont il est issu. L'octroi de cette marque doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués auprès du titulaire, par un organisme indépendant. Il sera possible au candidat de produire le label PEFC ou le label FSC s'il en est détenteur ;
- Un document attestant que le bois est issu d'une forêt bénéficiant d'un plan d'aménagement ou d'un plan de gestion validé par les autorités compétentes. L'application de ces plans doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par un organisme tiers indépendant disposant d'une expérience forestière ;
- Un document attestant l'adhésion de l'exploitant à un code de bonnes pratiques, adhésion par laquelle il s'engage à acquérir du bois provenant de forêts dont l'exploitation et la gestion sont juridiquement régulières et durables. Cet engagement doit faire l'objet de contrôles réguliers effectués par une tierce partie indépendante ;
- Ou tout autre moyen de preuve approprié attestant que les produits proposés par le soumissionnaire proviennent de sources présentant les garanties attendues en termes de régularité juridique et de gestion durable des forêts.

Quel que soit le ou les justificatifs produits, les informations minimales suivantes doivent être indiquées :

- Pays d'abattage du bois,
- Nom usuel de l'essence,
- Nom, raison sociale et adresse du fournisseur du bois brut.

Le non-respect de cette obligation entraîne l'application des pénalités prévues au 7.3 du présent CCAP.

1.14.2.2 - Déclaration ou étiquetage environnemental des matériaux

En présence de laines minérales, elles sont certifiées EUCB, certification garantissant que les productions de laines minérales des industriels européens répondent bien aux critères d'exonération de cancérrogénicité définis par la directive européenne 97/69/CE.

De façon générale, tous les produits à mettre en œuvre devront respecter la classe d'émission A+ de l'arrêté du 19 avril 2011 relatif à l'étiquetage des produits de construction, de revêtement de mur et de sol, des peintures et vernis sur leurs émissions de polluants volatils.

Le titulaire s'engage, lors de l'admission, à la remise des fiches techniques des matériaux et produits, à apporter la preuve que les produits utilisés répondent aux présentes spécifications. Il s'adresse au besoin à son fournisseur ou au fabricant.

1.15 Présentation du dispositif de vigilance avec « e-attestation »

La plateforme sécurisée « e-Attestations » permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec vos donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations. Le dispositif « e-Attestations » agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,... Aussi le titulaire n'aura qu'à compléter les informations et documents manquant dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

2 PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

2.1 Répartition des paiements

Chaque bon de commande indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire (mandataire et cotraitants en cas de groupement) et à ses éventuels sous-traitants avec une attestation de paiement direct jointe par sous-traitant.

2.2 Avance

2.2.1 Avance au titulaire

Une avance est accordée au titulaire en application des articles R. 2391-1 à R. 2391-2 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé en application des articles R. 2391-3 à R. 2391-6 du code de la commande publique.

Une avance sera versée au titulaire si le montant du bon de commande est supérieur à **250 000 € HT** et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à **trois mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement.

Si le titulaire est une PME au sens de l'article R. 2351-12 du code de la commande publique, une avance lui sera versée si le montant de bon de commande est supérieur à **50 000 € HT** et que la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à **deux mois**, sauf indication contraire de sa part dans l'acte d'engagement. A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le titulaire sera réputé accepter le bénéfice de l'avance.

L'option A décrite à l'article 10.1 du CCAG Travaux s'applique, ainsi le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant TTC du bon de commande diminué du montant des prestations sous-traitées donnant lieu à paiement direct si le délai d'exécution des travaux est inférieur ou égal à douze mois ; si ce délai est supérieur à douze mois, l'avance est égale à 30 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par le délai d'exécution des travaux exprimé en mois.

2.2.2 Avance au sous-traitant

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct dans les mêmes conditions conformément aux articles R. 2396-26 à R. 2393-39 du code de la commande publique.

2.2.3 Modalités de paiement et de remboursement

Le remboursement de l'avance s'impute en application des articles R. 2391-7 à R. 2391-15 du code de la commande publique.

Le remboursement pourra débuter lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **50%** des montants TTC et sera terminé lorsque le montant des prestations effectuées par le titulaire aura atteint **80%** des montants TTC.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de 30 jours comptés à partir de la date de notification du bon de commande considéré.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Pour le sous-traitant de premier rang, le versement et son remboursement sont effectués dans les mêmes conditions que celles prévues pour le titulaire.

Si l'accord-cadre est passé avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables aux prestations exécutées par l'ensemble des cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors aux montants des prestations de chaque cotraitant définis à l'acte d'engagement.

2.3 Contenu des prix et mode d'évaluation des ouvrages

2.3.1 **Forme et contenu des prix**

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont réglées par prix unitaires.

Les prix de l'accord-cadre sont hors T.V.A., ils sont réputés établis **sans préjudice de l'article 9.1 du CCAG Travaux** :

- En tenant compte de l'ensemble des exigences figurant aux pièces de l'accord-cadre.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les travaux objets de l'accord-cadre et les activités de l'organisme utilisateur du ministère des armées.
- En tenant compte de l'obligation faite au titulaire de se conformer aux consignes générales et particulières et règlements édictés par le chef de l'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure du site dans lequel les travaux sont exécutés.
- En tenant compte des dépenses liées à l'application des mesures de sécurité et de protection de la santé, et particulièrement au PGCSPS (suivant indication au bon de commande).
- En complément de l'article 9.1.1 du CCAG, en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la gestion environnementale, le tri, et toute mise en œuvre de documents comme le PRE, SOGED . Les prix comprennent les éventuelles analyses complémentaires pouvant être réclamées par les centres de déchets au titulaire.
- En tenant compte des formalités d'accès au site et les frais découlant des restrictions éventuelles d'accès au site.
- En tenant compte des frais, charges, déplacements (transport, hébergement, restauration), et des frais d'établissement et de diffusion des documents.
- En tenant compte de la participation aux réunions de chantier, de coordination, de plans de prévention.
- En tenant compte des essais et mises en service des installations réalisées ou modifiées,

Les dépenses suivantes notamment sont à la charge de l'entreprise, sans préjudice des dispositions du 9.1.1 du CCAG Travaux :

- Les matériels de levage et de manutention ainsi que les échafaudages qui sont nécessaires à l'exécution de ses travaux,
- Le nettoyage de son chantier qui doit rester propre et libre pendant et en fin d'exécution de ses travaux,
- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier,
- La prise en charge et l'amenée des granulats qui seront fournis et mis à disposition dans une zone de stockage à proximité du chantier conformément aux prescriptions définies dans chaque bon de commande.
- Les frais de branchement et de mise en place d'un comptage pour le réseau d'eau (non potable) sont à la charge du titulaire de même que le branchement électrique des installations de chantier et

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

l'attestation de conformité électrique établi par un organisme extérieur agréé à remettre au coordonnateur SPS du chantier,

- Le titulaire devra l'installation d'un coffret de chantier principal et de coffrets secondaires pour l'alimentation des divers équipements (éclairage et matériel électroportatif).

Le titulaire ne pourra se prévaloir pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever des réclamations, et obtenir des compensations de quelque nature qu'elles soient, des difficultés qui pourraient résulter pour lui de l'exécution simultanée d'autres travaux à proximité de son chantier ou même dans les limites de son propre chantier.

2.3.2 Facilités accordées au titulaire

Des facilités pourront être accordées au titulaire dans les conditions visées ci-après.

2.3.2.1 Installations de chantier

Conformément à l'article 4.1 du CCTP, à chaque commande, les installations de chantier, y compris de sécurité (balisages, etc.) nécessaires au bon déroulement du chantier, seront mises en œuvre et repliées en fin d'exécution des travaux.

Suivant l'ampleur financière du chantier, le titulaire procédera à la mise en place d'installations de chantier qui seront adaptées au volume de travaux à effectuer. Ces prestations seront demandées au titulaire et seront rémunérées par l'application des prix unitaires du BPU.

Seul le représentant du maître d'œuvre peut décider s'il y a application possible ou non du prix d'installation de chantier, compte tenu de sa propre analyse, du contexte d'exécution ou de la proposition du titulaire.

Des zones pourront être mises à disposition du titulaire pour ses installations de chantier. Elles seront définies éventuellement sur les bons de commande concernés

Le titulaire s'engage, à l'issue des travaux, à la restitution des lieux et à leur remise en état aux conditions d'origine.

2.3.2.2 Fluides et énergie

Le titulaire pourra, en accord avec le maître d'œuvre, relier à ses frais et risques ses installations aux réseaux suivants appartenant au maître d'ouvrage :

- Électricité (dans la limite d'une puissance maximale disponible dans le Tableau Général Basse Tension du bâtiment proche de la zone concernée par les travaux).
- Eau courante
- Eaux usées

Les frais de consommation d'eau et d'électricité seront, hors frais de branchement et de mise en place d'un comptage, à la charge du maître d'ouvrage. Les démarches et demandes d'autorisation de raccordement sont à la charge du titulaire. Le maître d'ouvrage ne saurait être tenu responsable des éventuels dysfonctionnements de ces réseaux pendant l'exécution des travaux. Le titulaire prend à sa charge les mesures compensatoires qui s'imposent, en cas d'anomalies constatées dans l'alimentation en fluides et énergie et qui lui sont préjudiciables.

2.3.3 Mode d'évaluation et de règlement des ouvrages d'un bon de commande

Au choix du représentant du maître d'œuvre, précisé à l'entrepreneur dans la demande du projet de commande selon les termes de l'article 1.5 du présent C.C.A.P., les prix seront évalués :

- soit par application d'un prix global et forfaitaire,
- soit par application de prix unitaires.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Sous réserve des dispositions de l'article 1.5.2 (avant dernier alinéa) du présent C.C.A.P., les prix seront ceux dont le libellé est détaillé au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

A défaut de précision du représentant du maître d'œuvre dans le bon de commande, les ouvrages seront évalués par un prix global et forfaitaire.

En cas d'évaluation sur prix global et forfaitaire, la méthode utilisée consiste à appliquer aux prix unitaires de l'accord-cadre les quantités calculées à partir d'un mètre établi par l'entrepreneur sur plans ou sur site avant exécution, vérifiées par le représentant du maître d'œuvre. Cette méthode aboutira à déterminer le montant et la décomposition du prix global et forfaitaire du bon de commande. Le bon de commande sera alors réglé sur les bases de ce prix global et forfaitaire. Par dérogation à l'article 14.5 du C.C.A.G., ce prix global et forfaitaire n'aura pas à figurer dans un état supplémentaire des prix forfaitaires.

En cas d'évaluation sur prix unitaires, la méthode utilisée consiste à appliquer aux prix unitaires de l'accord-cadre les quantités estimées par le titulaire et validées par le représentant du maître d'œuvre. Le bon de commande sera alors réglé sur la base d'un mètre établi après constat contradictoire des ouvrages réalisés.

2.4 Variation des prix

2.4.1 Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre

Les prix de l'accord-cadre sont établis sur la base des conditions économiques du mois **de MARS 2025**, ce mois est appelé « mois zéro ».

2.4.2 Mode de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisibles suivant les modalités fixées à l'article 2.4.3 ci-après.

2.4.3 Modalités de calcul de variation des prix

2.4.3.1 Choix de l'index de référence

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la variation des prix des travaux faisant l'objet de l'accord-cadre est le suivant est le :

Index Travaux Publics - TP03a - Grands terrassements - Base 2010 Identifiant 001710988.

Les index peuvent être consultés sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) à l'adresse suivante :

<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001710988>

2.4.3.2 Formule de variation des prix

La révision des prix de l'accord-cadre sera effectuée lors de la reconduction annuelle de l'accord-cadre par application de la formule suivante :

$$P = P_0 \times [0,125 + 0,875 (TP03a_n / TP03a_0)]$$

dans laquelle :

- P_0 est le prix indiqué dans le BPU,
- $TP03a_0$ est la valeur de l'index de l'article 2.4.3.1 pour le mois zéro,
- $TP03a_n$ est la dernière valeur connue et lue de l'index de l'article 2.4.3.1 à la date de la reconduction annuelle de l'accord-cadre.

Les prestations réalisées au titre d'un bon de commande sont rémunérées en prenant en compte le coefficient annuel de révision applicable à la date de notification du bon de commande.

2.4.4 Régime de variation des indemnités, pénalités et retenues

Les retenues et pénalités techniques ne sont ni actualisées ni révisées.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

2.4.5 Variation provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune autre variation avant la variation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

2.4.6 Application de la TVA

La TVA est fixée à titre indicatif. Les montants des factures seront calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA au sens de l'article 269-I du code général des impôts. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement des factures en appliquant le taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

2.5 Paiement et règlement des comptes

2.5.1 Modalités de règlement des comptes

Par dérogation aux articles 10 et 12 du CCAG Travaux, le règlement des bons de commande s'effectuera par facture correspondant à l'exécution d'une commande et dont le montant est fixé à l'issue de la procédure suivante :

- Après exécution des travaux d'une commande, l'entrepreneur transmet, suivant les modalités précisées ci-après, une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de la commande,
- Le pouvoir adjudicateur :
 - soit rejette la facture si les informations portées sur la facture sont incomplètes, si les prestations n'ont pas été réalisées, si les montants sont erronés ou en l'absence de demande de paiement des sous-traitants, ...,
 - soit accepte la facture. Les pénalités et les réfections seront appliquées sur la base des ordres de services correspondants qui auront été notifiés au titulaire.

Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par le pouvoir adjudicateur qui procède alors au paiement.

Le représentant du maître d'œuvre notifie au titulaire les éléments complémentaires à la facture. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant, le règlement de la facture est considéré comme définitif.

Dans le cas où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, le titulaire pourra présenter mensuellement une facture intermédiaire correspondant aux prestations réalisées pendant la période concernée. Seul le règlement de la dernière facture sera considéré comme définitif.

Il est précisé qu'une facture ne pourra correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y aura ainsi autant de factures que de commandes.

En application de l'article 3 de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, les sociétés ayant contracté des contrats avec l'Etat sont tenues depuis le 01/01/2017 de transmettre leurs factures sous forme dématérialisée.

Le titulaire adresse ses factures de façon dématérialisée en utilisant le portail sécurisé CHORUS PRO accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les factures destinées aux services de l'Etat et de suivre l'état d'avancement de leur traitement. Le N° de SIRET des services de l'Etat est le : 11000201100044.

Pour déposer ses factures sur le portail, le titulaire doit fournir toutes les mentions légales ainsi que les informations suivantes :

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- La référence de l'Engagement Juridique (n° d'EJ) : **information obligatoire portée sur le bon de commande**
- Le code du Service Exécutant (SE) du SID MED, code SE : **D1076EY083**,
- Le numéro du SIRET,
- Le numéro de l'accord-cadre,
- Le numéro de la facture qui ne doit pas dépasser 16 caractères.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des factures par le service en charge de leur paiement. A défaut, les factures seront rejetées pour information insuffisante pour relier la facture à un acte d'achat du SID MED.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission sont accessibles sur : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques>

2.5.2 Délais de paiement

Les pouvoirs adjudicateurs, paient les sommes dues en exécution de l'accord-cadre dans un délai maximal de trente (30) jours conformément aux articles L. 2392-10 et R. 2392-10 du code de la commande publique.

Le déclenchement du délai de paiement s'effectue selon les dispositions des articles R. 2392-10 et R. 2392-12 du code de la commande publique.

Intérêts moratoires :

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit, et sans autre formalité, pour le titulaire de l'accord-cadre, ou du sous-traitant payé directement, en sus des intérêts moratoires, à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Le taux des intérêts moratoires applicables pour le présent accord-cadre ainsi que le montant de l'indemnité forfaitaire sont fixés aux articles L. 2392-10, R. 2392-10 et D. 2392-11 du code de la commande publique.

2.5.3 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

2.5.3.1 Paiement des groupements d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il sera fait application des dispositions de l'article 10.7 du CCAG Travaux.

2.5.3.2 Désignation du sous-traitant en cours de l'accord-cadre

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement conformément aux articles L. 2393-10 à L. 2393-14 et R. 2393-24 à R. 2393-28 du code de la commande publique.

La déclaration de sous-traitance indique pour les sous-traitants à payer directement les renseignements mentionnés à l'article R. 2393-25 du code de la commande publique.

Utilisation de SUBCLIC

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le pouvoir adjudicateur **impose au titulaire et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC** (<https://subclic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 2.4.2 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée de l'accord-cadre.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est en annexe 1 au présent CCAP.

2.5.3.3 Sous-traitance indirecte

En application des articles 3.6.2.2 et 3.6.2.3 du CCAG Travaux, et en vue de faire accepter le sous-traitant indirect et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire veillera à ce que le sous-traitant direct respecte la déclaration de sous-traitance mentionnée supra. Ce document sera ensuite transmis au titulaire, lequel le transmettra à son tour au pouvoir adjudicateur. Le même formalisme sera systématiquement respecté quel que soit le rang de sous-traitance envisagé.

Le paiement de toutes les sommes dues par l'entrepreneur aux sous-traitants non payés directement quel que soit leur rang sont garanties à peine de nullité du sous-traité (ou contrat de sous-traitance). Par dérogation à l'article 3.6.2.6 du CCAG Travaux, cette garantie devra revêtir exclusivement la forme d'une caution personnelle et solidaire obtenue, par l'entrepreneur, donneur d'ordre, auprès d'un établissement qualifié.

2.5.3.4 Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, en plus de ce qui est prévu au 12.1.7 du CCAG Travaux, le titulaire joint à la facture, une **attestation indiquant la somme à régler** par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant concerné, cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, signée par celui des cotraitants du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme indiquera le montant à régler hors TVA et précisera le mode de liquidation des taxes (acquittement de la taxe ou auto liquidation). Elle ne tiendra pas compte non plus d'une éventuelle variation de prix, laquelle sera calculée par le maître d'ouvrage.

Si le cotraitant qui a conclu un contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

2.6 Modifications de l'accord-cadre en cours exécution

Les modifications en cours d'exécution du présent accord-cadre seront réalisées conformément aux dispositions décrites aux articles L. 2394-1, L. 2394-2 et R. 2394-1 du code de la commande publique.

2.6.1 **Prix des prestations supplémentaires ou modificatives non prévues au bordereau de prix unitaires de l'accord cadre**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajouter ou de modifier dans le périmètre de l'accord-cadre des travaux prévus dans le BPU. Dans ce cas (non connus au jour de la rédaction du CCTP et non pris en compte dans le périmètre des postes détaillés dans le BPU), des travaux peuvent, le cas échéant, être ajoutés ou modifiés contractuellement, après émission d'un ordre de service technique dans les conditions suivantes :

- le pouvoir adjudicateur adresse une demande de prix nouveau au titulaire qui sera établi à partir du montant des déboursés ou dépenses directes ainsi que du taux de main d'œuvre **Tmo** et des coefficients de frais généraux **C1, C2 et C3** renseignés par le titulaire en annexe au bordereau des prix unitaires du présent accord-cadre
- Dès réception de la proposition et après vérification des tarifs appliqués, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie les prix nouveaux provisoires correspondants par ordre de service,
- Les travaux ainsi ajoutés ou modifiés par Ordre de Service Technique seront regroupés et feront l'objet d'un avenant qui viendra amender le BPU.

2.7 Retenue de garantie

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Il n'est pas demandé au titulaire de constituer une retenue de garantie.

2.8 Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

3 DELAIS

3.1 Durée de l'accord-cadre

La durée initiale et la durée de validité totale de l'accord-cadre sont fixées à l'article 3 de l'acte d'engagement.

3.2 Délais d'exécution des bons de commande

Chaque bon de commande est établi selon les dispositions de l'article 1.5 du présent CCAP et définira précisément les délais de réalisation des différentes prestations. Les bons de commande émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre se poursuivront jusqu'à leur complète exécution sans toutefois pouvoir dépasser de plus de 4 mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

La durée prévue pour l'exécution de chaque bon de commande s'entend, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation ne sera effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire.

Lorsque les travaux faisant l'objet d'une commande seront soumis à une visite préalable de prévention, d'hygiène et de sécurité prévue par l'arrêté du 19 mai 2020 (relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense), la date de départ du délai d'exécution de la commande ne pourra pas être antérieure à la date du procès-verbal de la visite.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Les dispositions de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux s'appliquent au présent accord-cadre.

Quelle que soit leur origine, les prolongations de délai pour cause d'arrêt partiel ou d'entrave, comme celles pour cause d'arrêt total des travaux sur le chantier font l'objet d'un simple ordre de service du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire dont le chantier est arrêté totalement ou partiellement, ou entravé, doit en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur par tout moyen écrit (courriel,...).

Les éventuelles décisions de prolongation de délais d'exécution d'un bon de commande ne sont relatives qu'à ce seul bon de commande.

Cas des intempéries :

Les intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ainsi que les autres phénomènes naturels entravant l'exécution des travaux sont susceptibles d'entraîner une prolongation de délais.

Les phénomènes naturels ci-après sont qualifiés d'intempéries au sens du présent CCAP lorsqu'ils dépassent les intensités et durées limites indiquées :

NATURE DU PHÉNOMÈNE NATUREL	INTENSITÉ ET DURÉE LIMITE
NEIGE	À partir d'un cm de neige pendant 12h
GEL	Température sous abri : -5°C à 08h00
VENT	À partir de 80km/h en rafales

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

PLUIE	À partir de 20mm en 24 heures
-------	-------------------------------

Si la nature des prestations d'un bon de commande est telle que celles-ci ne se déroulent pas **au contact direct des intempéries et qu'elles ne sont pas susceptibles d'être interrompues** par celles-ci, ces intempéries ne pourront jamais être invoquées. Le lieu de constatation de l'intensité des phénomènes naturels sera la station météo la plus proche du lieu d'exécution des prestations.

Les journées d'intempéries ne sont prises en compte que pour la seule part des prestations rendues impossibles du fait des intempéries.

En application de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux tout arrêt de chantier pour intempéries sera signalé immédiatement par le titulaire au représentant du maître d'œuvre et justifié par un relevé météorologique de la station météo concernée. Les arrêts de chantier pour intempéries devront être validés par le représentant du maître d'œuvre.

3.4 Délai de remise des documents fournis après exécution

Suivant l'importance des travaux à réaliser, si le bon de commande le prévoit, le titulaire doit remettre au représentant du maître d'œuvre les éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE), réglé par le prix prévu au BPU.

En dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, la remise du DOE se fait conformément aux dispositions de l'article 10.4 du CCTP et dans les conditions suivantes.

Tous les éléments de DOE sont soumis au contrôle du maître d'œuvre, qui dispose d'un délai total d'un (1) mois, à compter de la remise du dossier complet, pour effectuer ce contrôle et retourner au titulaire, les éléments avec les observations éventuelles.

Le titulaire dispose alors de quinze (15) jours pour émettre un nouvel indice des éléments du dossier ayant fait l'objet des observations. Le maître d'œuvre dispose de quinze (15) jours à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

4 REALISATION DES OUVRAGES

4.1 Préparation, exécution et coordination des travaux

4.1.1 Période de préparation au titre de l'accord-cadre

Il est fixé une période de préparation au titre de l'accord-cadre dans les conditions spécifiées à l'article 3.2 de l'acte d'engagement.

La période de préparation figurant à l'acte d'engagement peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.

Elle est comprise dans le délai d'exécution de l'accord-cadre.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès.
- Convocation et organisation aux réunions de lancement.
- Etablissement d'un programme prévisionnel des commandes pour la première période. Un planning prévisionnel non contractuel est joint au présent document (Annexe 2).

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Désignation des interlocuteurs.
- Etablissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dans un délai de **2** semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 8 du CCAG Travaux.
- Selon la programmation et les contraintes de services, le titulaire peut être amené en parallèle à organiser la préparation du premier bon de commande.
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées par le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.

4.1.2 Période de préparation au titre des bons de commande

Suivant la nature des travaux à réaliser et si le bon de commande le prévoit, une période de préparation spécifique au bon de commande considéré sera indiquée. Le délai de cette période de préparation débutera à la notification du bon de commande et ne sera pas inclus dans le délai d'exécution du bon de commande.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la durée de cette période de préparation est fixée dans le bon de commande. Cette période de préparation peut être prolongée par décision du pouvoir adjudicateur, sauf si la raison du retard est imputable au titulaire.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations énumérées ci-après à la diligence respective des parties contractantes.

Par les soins du maître de l'ouvrage :

- Délivrance des autorisations d'accès éventuels
- Mise à disposition des sources d'énergie prévues au 2.3.2.2 supra.
- Mise à disposition du titulaire des emplacements nécessaires tels que définis au bon de commande.

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé avec le concours de tous les titulaires intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Inspection commune, visée à l'article R.4532-13 du Code du travail, au cours de laquelle seront, en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que chaque entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les dispositions particulières de sécurité et de protection de la santé à prendre pour l'ensemble de l'opération.
- Etablissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé, visé aux articles R.4532-56 à R.4532-74 du Code du travail, après réalisation de l'inspection commune, ainsi que les fiches techniques des produits utilisés. Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans le délai fixé à l'article R.4532-62 du code du travail. L'absence de remise au coordonnateur ou au maître d'œuvre du PPSPS fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.
- Mise à disposition permanente d'un exemplaire du PPSPS sur le chantier, auquel sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail CHSCT ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R.4532-71 du code du travail.

Par les soins du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé :

- Communication aux entreprises des consignes arrêtées avec le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.
- Communication à chaque intervenant les noms et adresses des titulaires contractants.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Vérification, à réception des Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé PPSPS, de leur conformité avec les dispositions du PGCSPS.
- Communication des PPSPS de tous les titulaires.
- Consignation des événements dans le registre-journal.

Par les soins de tous les entrepreneurs intervenant sur le chantier (sous-traitants compris) :

- Établissement et remise au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé,
- Fourniture au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des renseignements prévus par les articles R. 4532-38 à R. 4532-41 du code du travail.

Par les soins du titulaire ou du mandataire :

- Remise aux sous-traitants d'un exemplaire du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et d'un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs
- Désignation d'un interlocuteur pour le coordonnateur SPS et le maître d'œuvre.
- Remise des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé au maître d'œuvre, au coordonnateur SPS, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé en application de l'article L. 8112-3 du code du travail, aux chefs des services de prévention des organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels et au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics, auxquels sont joints les avis du médecin du travail et des membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou, à défaut, des délégués du personnel, s'ils ont été donnés dans les conditions prévues à l'article R. 4532-64. L'absence de remise fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur SPS et du maître d'œuvre.
- Transmission du mode opératoire de travail en présence d'amiante sous-section IV.
- Fourniture au coordonnateur SPS des renseignements prévus par les articles R.4532-38 à R.4532-41 du code du travail.
- Présentation des dispositions prévues en matière de production et de calendrier de remise des éléments de DOE ; fourniture d'une nomenclature des équipements soumis à maintenance ou à entretien spécifique.

Par les soins du titulaire ou du mandataire, sous la coordination du maître d'œuvre :

- Le cas échéant (voir article 1.10.3 du présent CCAP), établissement et présentation des demandes nécessaires à l'obtention des autorisations d'accès pour le personnel du titulaire ou du mandataire et de ses cotraitants et sous-traitants déclarés, dans un délai de **2** semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Par dérogation au 28.2.2 du CCAG Travaux : établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et le projet des installations de chantier prescrits par le 2 de l'article 28 du CCAG Travaux, dans un délai de **2** semaines à compter du démarrage de la période de préparation ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux et à l'article 4.1.3 ci-après.
- Remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine, adressée à l'inspection du travail compétente mentionnée au § 4.1.4.3 infra.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et l'alimentation en eau et électricité des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et l'évacuation des eaux usées de ces mêmes équipements.
- Mise en place des installations de chantier et des clôtures.
- Mise en place des dispositifs de protection collective nécessaires à l'exécution des travaux.
- Communication aux entreprises des consignes arrêtées par le chef d'établissement et de l'organisation prévue pour les premiers secours.

4.1.3 Plans d'exécution, notes de calcul, études de détail

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

En complément à l'article 29.1.4 du CCAG, tous les documents d'exécution établis par le titulaire sont transmis au maître d'œuvre sous format papier en un exemplaire, et un exemplaire sous format informatique. Le maître d'œuvre dispose de **15** jours au plus pour les retourner au titulaire avec ses observations éventuelles.

Le titulaire disposera alors de 5 jours pour émettre un nouvel indice, et le maître d'œuvre de 10 jours à compter de la réception du nouvel indice pour les viser à nouveau.

4.1.4 Organisation, sécurité et protection de la santé

4.1.4.1 Documents disponibles sur le chantier

Le titulaire est tenu d'avoir en permanence sur le chantier les pièces générales techniques constitutives de l'accord-cadre (pièces citées à l'article 1.6 du présent CCAP) limitées à celles applicables aux natures d'ouvrage faisant l'objet du présent accord-cadre et dont l'exécution n'est pas terminée.

4.1.4.2 Installations de chantier et gestion des déchets

Locaux pour le personnel :

Si spécifié dans le bon de commande, le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel. Leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Il appartient au titulaire de l'accord-cadre de réaliser les ouvrages provisoires de chantier nécessaires à la desserte et aux installations communes.

Il est rappelé que le titulaire reste le propriétaire des installations, moyens et équipements mis à disposition et qu'il devra en assurer l'entretien et la gestion pendant toute la durée du chantier. Il doit également en assurer la dépose ou la démolition ainsi que l'évacuation en fin de travaux.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Les baraquements, leur ameublement et leurs installations ne pourront être récupérés par le titulaire qu'après complet achèvement des travaux

Gestion des déchets de chantier

Le tri et l'évacuation des déchets seront effectués conformément aux dispositions des articles 2.4 et 4.2 du CCTP.

Si un schéma d'organisation de la gestion des déchets (SOGED) est prévu pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est responsable de sa mise en œuvre.

A l'issue des travaux, le titulaire établit un document "bilan déchets" reprenant l'intégralité des bordereaux de suivi et un registre déchets (établi conformément à l'arrêté du 29 février 2012). Le bilan déchets est intégré au dossier des ouvrages exécutés (DOE).

En cas de non-respect de ces dispositions, des pénalités sont appliquées conformément aux articles 7.3 du présent CCAP.

Gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD)

La réglementation relative au à la gestion des bordereaux de suivi de déchets (BSD) a changé. Le SID en tant que maître de l'ouvrage est producteur des déchets.

L'utilisation du télé service TRACKDECHETS est obligatoire depuis le 01/07/2022.

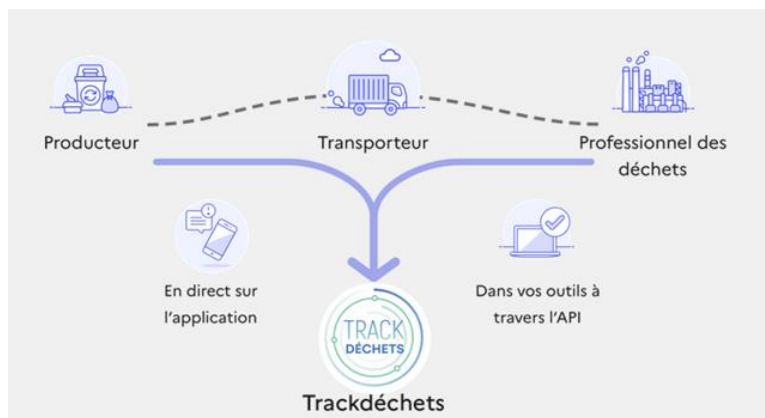
Le décret n° 2021-321 a rendu obligatoire la dématérialisation des bordereaux de suivi (BSD) en matière de traçabilité des déchets, des terres excavées et des sédiments ;

- Lien internet : <https://app.trackdechets.beta.gouv.fr/login>;
- Plateforme unique du Ministère de la Transition Ecologique permettant de dématérialiser l'ensemble des BSD/registre de suivi de déchets des secteurs privés et publics ;
- Nécessite une connexion internet. ;
- **Plus de BSD papier**, uniquement sur Trackdéchet pour l'ensemble des acteurs : producteur de déchets, transporteur et éliminateur ou centre de stockage/valorisation).
 - Lorsqu'un BSD est émis par le producteur, l'ensemble des acteurs concernés par ce déchet ont accès au BSD (producteur, transporteur, société d'entreposage, de traitement) et ce, pour chaque étape de la vie du déchet.
 - Prise en charge des déchets dangereux, les déchets amiantés, les déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés (DASRI) mais également des fluides frigorigènes.

Chaque BSD émis doit être rattaché au producteur de déchets, en l'occurrence du SID Méditerranée.

- Pour les déchets du SID, il est donc essentiel que le BSD soit émis par un acteur bien identifié (ESID ou transporteur), afin qu'il soit recensé dans le registre déchet du SID Méditerranée généré automatiquement sur l'outil ;
- Attention, si l'entreprise travaux émet le BSD pour le SID Méditerranée, elle ne pourra pas le rattacher au compte de l'établissement et c'est bien l'entreprise qui sera considérée comme producteur du déchet.
- **Consignes : faire générer le BSD par le transporteur qui a une place identifiée dans la chaîne du BSD et faire rattacher ce BSD au SID Méditerranée par le nom ou le n° de SIRET 13000190200332.**

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025



Emettre un BSD - Informations à collecter :

L'entreprise titulaire doit fournir au SID Méditerranée (conducteur d'opération ou chargé d'affaire) et aux transporteurs les informations suivantes afin que le BSD soit complet :

- Description du déchet : Nature du déchet , Code déchet
 - Dangersité
 - Volume
 - Condition de stockage.
- Identification des acteurs.
 - **Transporteur** : SIRET/ Adresse / Contact (nom, téléphone, adresse mail) / Habilitation à transporter des déchets dangereux par route le cas échéant * ;
 - **Centre de Stockage / Tri/ Valorisation / Elimination** : SIRET / Adresse / Contact (nom, téléphone, adresse mail) / Autorisation pour regrouper/stocker/trier/valoriser/éliminer les déchets ** ;
 - **Numéro du CAP** : Certificat d'acceptation préalable en centre de tri / stockage / élimination / valorisation.

* Récépissé de déclaration en Préfecture pour l'activité de transport par route / Certificat d'inscription sur le registre des transporteurs routiers de marchandises et des loueurs de véhicules industriels

** Récépissé préfectoral ou arrêté préfectoral d'autorisation pour exploiter une installation de regroupement, transit ou tri de déchets / Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre d'enfouissement ou d'incinération

Mise au point et contacts pour l'opération :

Une information et une mise au point sur l'utilisation de Trackdéchets seront réalisées en période de préparation du chantier entre les représentants de l'administration et les entreprises.

Les contacts au SID Méditerranée seront définis au titre de chaque bons de commande.

4.1.4.3 Sécurité et protection de la santé sur le chantier - Application de la réglementation du travail

Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé conformément au plan général de coordination.

Il doit par ailleurs donner suite aux décisions prises par le maître de l'ouvrage suite aux observations formulées le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS en phase réalisation.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

En cas d'urgence ou de danger et en l'absence du maître d'ouvrage, le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS se substitue à celui-ci pour exercer les dits pouvoirs, et notamment arrêter le chantier et faire prendre aux entreprises concernées les mesures conservatoires qu'il juge nécessaires.

Le chargé de prévention ou le coordonnateur SPS, en cas d'anomalie constatée, procédera de façon progressive, à une remarque verbale, à une remarque écrite, à l'entreprise avec copie au maître de l'ouvrage si le problème persiste, à une remarque en réunion de chantier avec mention dans le registre journal en cas d'absence de réaction puis à une demande d'arrêt partiel ou total du chantier aux frais et risques du contrevenant adressée au maître de l'ouvrage avec mention dans le registre journal.

Inspection du travail

Il est précisé que l'Inspection du Travail compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail est la personne suivante :

Contrôle Général des Armées - Inspection générale du travail dans les armées – Antenne de Toulon
CS 942 – 83800 TOULON Cedex 9

4.1.4.4 Règles de circulation, voiries et signalisation

En plus de ce qui est prévu par l'article 34 du CCAG Travaux, le titulaire devra respecter les règles spéciales de circulation du site où sont effectués les travaux. Ces règles sont consultables dans les bureaux du maître d'ouvrage. Les voiries du domaine militaire sont des voies publiques au sens de l'article 34.1 du CCAG Travaux.

La signalisation et la clôture des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire sera réalisée, s'il y a lieu, par le titulaire de l'accord-cadre sous le contrôle de l'autorité militaire et conformément aux spécifications du CCTP.

4.1.4.5 Consignes particulières, horaires de travail

Les horaires de travail de l'établissement sont les suivants : 8h00 à 17h30 du lundi au vendredi.

Les horaires de chantier sont, à titre indicatif : 08h00 à 17h00 du lundi au vendredi– ces horaires sont susceptibles d'être modifiés en fonction des sites.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail. Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne pourra pas faire l'objet de réclamation de la part de du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne pourra être que ponctuelle. En cas de refus le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Durant ces activités effectuées hors horaires normaux, en cas d'accident ou d'incidents graves survenus sur le chantier, le titulaire devra en informer immédiatement l'officier de permanence du service d'infrastructure de la Défense au numéro suivant : **06.86.15.63.02**.

4.1.4.6 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, les autorisations administratives, autre que les autorisations d'urbanisme, à délivrer par une entité autre que le ministère des armées, sont à la charge du titulaire.

4.1.5 Réunions et visites de chantier

4.1.5.1 Visites de chantier

Les visites de chantier auront lieu à l'initiative du maître d'œuvre.

4.1.5.2 Réunions de suivi de l'accord-cadre

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Des réunions d'avancement périodiques seront prévues en application des dispositions de l'article 1.2 du CCTP.

4.1.5.3 Réunions de chantier particulières à chaque bons de commande

Les modalités de participation aux réunions de suivi de l'accord-cadre sont stipulées à l'article 1.2 du CCTP. Les réunions seront déclenchées par l'une ou l'autre des parties en fonction des besoins ou difficultés rencontrées.

La convocation aux réunions pourra éventuellement se faire par ordre de service.

Le titulaire convoqué est tenu d'y assister personnellement ou d'y déléguer un responsable d'affaire agréé par le maître d'œuvre et ayant tout pouvoir de décision.

Ces réunions se tiennent dans les locaux du SID MED ou sur le chantier.

La participation à ces réunions est incluse dans les prestations dues par le titulaire et intégrées dans les prix du BPU.

Toutes les réunions feront l'objet d'un relevé de décision établi par le titulaire et transmis par mail sous 48h par le titulaire au représentant du maître d'œuvre.

4.1.6 **Mesures d'ordre social**

Pour chaque bon de commande, la proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal courant des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employée sur le chantier ne pourra excéder la proportion fixée par la réglementation en vigueur au jour de l'exécution de l'accord-cadre.

5 **RECEPTION ET GARANTIES**

5.1 Réception

Les opérations préalables à la réception se dérouleront conformément aux dispositions de l'article 41 et 42 du CCAG Travaux.

Les modalités de réception des travaux relevant des bons de commande seront spécifiées dans les bons de commande en retenant l'une des modalités définies ci-après :

- Modalités de réception simplifiées :
 - Par dérogation à l'article 41 du CCAG Travaux, aucune réception ne pourra être prononcée avec des réserves autres que celles correspondant à la nécessité de procéder à des essais qui ne peuvent pas être effectués, pour une raison indépendante de l'entrepreneur, pendant la durée du délai contractuel de la commande (après une durée déterminée de service de l'ouvrage, à certaines périodes de l'année, au vu de certaines conditions à réaliser par le maître de l'ouvrage, etc.).
 - Le paiement des sommes dues vaudra notification de la réception et sa date d'effet sera celle de la facture. Hormis s'il s'agit d'une facture intermédiaire selon les dispositions de l'article 2.5.1 ci-avant, toute facture reçue avant achèvement des travaux sera donc retournée à l'entrepreneur pour un nouvel envoi en temps opportun.

Dans tous les cas, cette réception simplifiée fera l'objet d'un contrôle de la réalité d'exécution sur site en présence d'un représentant du titulaire et du représentant du maître d'œuvre. Dans le cadre d'un mode de règlement sur prix unitaires, seront vérifiés notamment les quantités, les métrés, les linaires, ...

- Modalités de réception formalisées

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Dans certains cas particuliers, les stipulations du C.C.A.G. seront applicables, le procès-verbal des opérations préalables, les propositions du représentant du maître d'œuvre et la décision de réception faisant toutefois l'objet d'une notification unique, par dérogation aux dispositions de l'article 41.

Si le bon de commande ne précise pas les modalités de réception, ce sont les modalités de réception simplifiées qui seront appliquées.

5.2 Garanties

5.2.1 Délai de garantie

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

5.2.2 Garanties particulières

Sans objet

6 DIFFERENDS ET LITIGES

6.1 Différends

6.1.1 Recours administratif préalable obligatoire

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme, ou entre le titulaire et l'acheteur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants. Il transmet son mémoire à l'acheteur et en adresse copie au maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG TX, après avis du maître d'œuvre, l'acheteur notifie au titulaire sa décision motivée dans le délai de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire en réclamation. Le silence gardé pendant le délai de 60 jours fait naître une décision implicite de rejet.

En complément de l'article 12.4.2 du CCAG TX relatif au décompte général, si la signature du décompte général est refusée ou donnée avec réserves, les motifs de ce refus ou des réserves doivent être exposés par le titulaire dans un mémoire de réclamation. Ce désaccord sera réglé conformément aux dispositions contractuelles du présent article.

Par dérogation à l'article 55.1.2 du CCAG TX, lorsque l'acheteur n'a pas donné suite ou n'a pas donné une suite favorable à la réclamation du titulaire, ce dernier doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 60 jours à compter de la notification de la décision de l'acheteur ou à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet, adresser directement au maître d'ouvrage, en la personne du directeur central du service d'infrastructure de la défense, avec copie transmise au maître d'ouvrage, son mémoire de réclamation complémentaire développant les motifs de sa contestation à l'adresse suivante :

Direction Centrale du Service d'infrastructure de la Défense
Département Stratégie et Pilotage des Achats Infrastructure
Section assistance juridique des marchés d'infrastructure
3, rue de l'indépendance américaine CS 80601
78013 VERSAILLES Cedex

La décision relative au règlement de ce différend appartient au maître d'ouvrage, qui dispose d'un délai de 90 jours pour étudier la réclamation du titulaire.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Si le titulaire n'accepte pas la décision du maître d'ouvrage, le règlement définitif du différend relèvera des procédures fixées aux articles 55.2 et 55.3 du CCAG.

6.1.2 Comité consultatif de règlement amiable des différends

En application du chapitre VII du livre I de la partie II du code de la commande publique, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir aux comités consultatifs de règlement amiable.

Le comité consultatif compétent est :
Préfecture de la région Provence - Alpes - Côte d'Azur
Secrétariat général pour les affaires régionales (SGAR)
CCIRA de Marseille - Madame PIETRI
Place Félix Baret CS 80001
13282 MARSEILLE Cedex 06
Tél. : 04 84 35 45 54

6.2 Droit applicable

Le présent accord-cadre est soumis au seul droit français. En cas de procédure contentieuse relative à l'accord-cadre, et sans préjudice des dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux, la contestation sera portée devant le :

Tribunal Administratif de Toulon (83)
5 rue Racine
CS 40510
83041 Toulon cedex 9
Tél : 04 94 42 79 30

6.3 Mission ministérielle PME/PMI

Le ministère des armées dispose d'une structure dédiée aux PME. Le titulaire pourra éventuellement, en complément de l'assistance apportée par l'interlocuteur mentionné sur la page de garde de l'acte d'engagement, bénéficier de l'assistance de cette entité en la contactant aux coordonnées suivantes :

Tél : 0800 02 71 27 (appel gratuit) ou 07 60 15 87 35 en région.

6.4 Médiateur des entreprises

En cas de différend concernant l'exécution des marchés, il est également possible de saisir le médiateur des entreprises selon les dispositions des articles L. 2197-4, R.2197-23 et 24 du code de la commande publique.

7 PENALITES ET RETENUES

7.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans l'exécution des travaux, et par dérogation à l'article 19.2 du CCAG Travaux, il est appliqué une pénalité journalière de **300 €**.

7.2 Retard pour la remise d'un projet de commande (devis) ou d'un livrable

En cas de retard dans la fourniture d'un projet de commande (cf. article 1.5.2 supra) ou d'un livrable, il est appliqué une pénalité journalière de **200 €**.

7.3 Autres pénalités et retenues

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

7.3.1 Lutte contre le travail dissimulé

Lorsque le pouvoir adjudicateur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception, de faire cesser immédiatement la situation, et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R8222-3 du code du travail, pour répondre à l'injonction du pouvoir adjudicateur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 10% du montant cumulé des bons de commande notifiés dans le cadre de l'accord-cadre, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5 du code du travail.

7.3.2 Manque d'assiduité aux réunions de chantier

En cas d'absence à une réunion de chantier ou de retard supérieur à 30 minutes, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **200 €**.

7.3.3 Manquement aux réunions de réception simplifiée

En cas d'absence aux réunions de réception simplifiée, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **300 €**.

7.3.4 Qualité du bois mis en œuvre sur le chantier

A chaque fois que le titulaire n'apportera pas la preuve qu'il utilise du bois certifié dans les conditions de l'article 1.14.2.1 du présent CCAP et dans le délai prévu, une pénalité de **300 €** sera appliquée de plein droit.

7.3.5 Inobservation des mesures de sécurité

A chaque fois qu'il sera constaté que le plan de prévention ou le plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé n'est pas respecté par le titulaire ou par un sous-traitant, une pénalité forfaitaire de **500 €** par infraction sera appliquée au titulaire de l'accord-cadre.

7.3.6 Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il sera appliqué une pénalité de **200 €** par constatation.

7.3.7 Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **500 € par infraction constatée**. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **20 €** sera appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

De plus, en cas de défaut de remise des bordereaux de suivi des déchets, une pénalité journalière et forfaitaire de **20 €** sera appliquée après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre.

7.3.8 Remise des documents à fournir en cours d'exécution

En cas de retard dans la remise des documents demandés (dossier technique, etc...) par le représentant du maître d'œuvre en cours d'exécution de l'accord-cadre, il sera appliqué une pénalité journalière de **100 €**.

7.3.9 Remise des documents à fournir après exécution

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG Travaux, il sera appliqué une retenue de **2 000 € au titre du bon de commande considéré** jusqu'à la date d'acceptation, par le représentant du maître d'œuvre, des documents conformes à l'exécution, remis dans les conditions stipulées à l'article 3.4 du CCAP.

7.4 Cumul et plafonnement

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

Toutes les pénalités et retenues visées au présent CCAP sont cumulables

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné à 10%.

8 ASSURANCES

8.1 Responsabilité

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4 du code civil.

8.2 Dispositions communes

Dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les tiers intervenants doivent justifier qu'ils ont contracté les polices d'assurances précisées à l'article 8.3 ci-après.

8.3 Assurance de responsabilité civile de droit commun

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes de l'ouvrage.

9 DEMARCHE DE CERTIFICATION « RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES(RFR) ET DE LABELLISATION « RELATION FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES (RFAR) »

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », adossé à la norme ISO 20400 :2017 « Achats responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400 :2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relation fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises vous accompagne dans cette démarche, pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

10 DELIVRANCE DE CERTIFICAT DE BONNE EXECUTION

Le ministère des armées peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du ministère des Armées qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si : la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser au service d'achat qui lui a notifié le marché.

11 CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article 54 du CCAG Travaux, les modifications suivantes peuvent apportées :

11.1 Substitution d'un nouveau titulaire visé par une procédure collective

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation du titulaire, si l'administrateur judiciaire ou le liquidateur du titulaire, mis en demeure par l'acheteur, ne répond pas dans le délai fixé à l'article L. 622.13 du code de commerce en cas de redressement judiciaire, ou à l'article L.641-10 du code de commerce en cas de liquidation judiciaire, ou bien s'il renonce à poursuivre les obligations contractuelles, l'acheteur a la possibilité de modifier l'accord-cadre en substituant au titulaire initial un nouveau titulaire..

La substitution fera l'objet d'un avenant de transfert.

L'acte modificatif intégrera le décompte de prestations précité, notifié au titre du transfert du contrat.

Si la présente clause ne peut être mise en œuvre, il sera fait application des dispositions de l'article 50.1.2 du CCAG Travaux relatif à la résiliation.

11.2 Prise en compte d'éventuels surcoûts et indemnités pouvant en résulter liés à une crise ou tout autre évènement

Lorsque, sans que l'exécution de l'accord-cadre soit suspendue, le titulaire est conduit à modifier significativement les modalités d'exécution prévues au contrat, il a droit à une indemnité destinée à compenser le surcoût qui résulte de l'exécution, même partielle, des prestations, lorsque la poursuite de l'exécution du contrat impose la mise en œuvre de moyens supplémentaires qui n'étaient pas prévus au contrat initial et qui représenteraient une charge manifestement excessive au regard de la situation financière du titulaire.

A ce titre, le titulaire doit, tout en poursuivant l'exécution, même partielle, du contrat, informer le représentant du pouvoir adjudicateur et lui fournir, sous 15 (quinze) jours après l'apparition du fait générateur, les documents détaillés et circonstanciés justifiant le surcoût par rapport à sa situation financière.

L'indemnité ne saurait couvrir les surcoûts indirects, tels que notamment, la sous couverture des frais généraux, le manque à gagner, les pertes de cadence, les pertes de rendement ou les pertes de productivité.

Dans ce cadre, un avenant sera établi sur la base, notamment, des documents de prix détaillé fournis par le titulaire à l'appui de son offre et de tout justificatif nécessaire relatif à la mise en œuvre des mesures pour la bonne exécution du contrat.

En cas de désaccord entre les parties ou en cas de refus par l'acheteur, celui-ci met en demeure le titulaire de poursuivre les prestations de l'accord-cadre dans un délai maximum de 15 (quinze) jours. Si la mise en demeure reste infructueuse, il sera fait application des dispositions des articles 1.12 du CCAP et des articles 8.1.3 et 50 du CCAG Travaux relatifs à la résiliation.

11.3 Modification des clauses de variation des prix en cas de suppression ou de modification d'index

Pour s'assurer que la formule de variation des prix demeure conforme à la réalité économique et représentative des coûts réels, la formule de variation des prix du présent accord-cadre peut être soumise à réexamen dans les cas et selon les dispositions suivantes :

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

- Si la définition ou le contenu d'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être modifié,
- Si l'un des index ou indices constituant la formule de variation des prix venait à être remplacé, ou cessait de faire l'objet de publication telle que précisée à l'article 2.4.3.1 du présent CCAP.

Le représentant du pouvoir adjudicateur procède, alors, à la modification de la ou des formules de calcul de variation des prix.

La modification sera actée avenant.

11.4 En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance. Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre. Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

11.5 Ajout ou suppression de sites rentrant dans le périmètre de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'ajouter ou de modifier, dans le périmètre technique de l'accord-cadre, des installations non connues au jour de la rédaction du CCTP et non prises en compte dans le périmètre de l'accord-cadre.

Les modifications peuvent être le nombre d'installations à entretenir (ajout ou suppression) pour les motifs suivants :

- Création d'une nouvelle installation ;
- Suppression d'une installation.

Toute modification fait l'objet d'une décision unilatérale du représentant du pouvoir adjudicateur qui fixe les modifications ainsi que leurs dates d'effet.

12 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'ARTICLE DU CCAP	DÉROGE A L'ARTICLE DU CCAG
1.6	4.1
2.3.3	14.5
2.5.1	10 et 12
2.5.3.3	3.6.2.6
3.4	40
4.1.2	28.1 et 28.2.2
4.1.4.6	31.3
5.1	41
6.1.1	55.1.2
7.1	19.2
7.3.9	19.3
7.4	19.2.1 et 19.2.2

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

13 ANNEXES

N° d'annexe	Intitulé de l'annexe	Article du CCAP en référence
1	Guide de démarrage SUBCLIC	1.5.2 et 2.5.3.2
2	Planning prévisionnel des purges	4.1.1

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

ANNEXE N° 1

Guide de démarrage SUBCLIC

	Base De Défense De Toulon - ACCORD-CADRE RELATIF AUX TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STANDS ET DES PURGES DE BUTTES DE TIR	Version : 1.0
		Date : 30/01/2025

ANNEXE N°2

Planning prévisionnel des purges